

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur la stratégie de redressement des finances publiques, à Paris le 28 janvier 2010.

Monsieur le Premier ministre,
Monsieur le Président du Sénat,
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs les Sénateurs,
Mesdames et Messieurs,

Avec la lutte contre le chômage, le redressement des finances publiques est le défi majeur auquel nous devons faire face au sortir de la plus grave crise de l'après-guerre. De la réponse que nous y apporterons dépendront en grande partie notre place dans le monde et la pérennité de notre modèle économique et social.

L'explosion des déficits publics touche tous les pays occidentaux. Notre situation est certes meilleure que celle de beaucoup de nos partenaires. Mais avec un déficit public qui représente environ 8% de notre richesse nationale, personne ne peut dire qu'elle n'est pas sérieuse. Il n'y a certes aucune raison de céder à l'affolement. Face à la crise, notre économie a mieux résisté que beaucoup d'autres. Le plan de relance français a été salué par tous les observateurs internationaux. Sans lui, la récession aurait été beaucoup plus profonde et plus longue. A la différence de ce qui se passe chez nombre de nos voisins, le soutien aux banques n'a rien coûté aux Français et à même rapporté plus de 2 Mdeuros à l'Etat.

Mais il faut aussi éviter le déni. La crise a ramené la richesse nationale deux ans en arrière. Les recettes de l'Etat, des collectivités locales et de la sécurité sociale décroissent elles aussi. En revanche, la crise implique de nouvelles dépenses, par exemple pour soutenir l'économie et répondre à l'augmentation mécanique du chômage.

L'écart entre nos recettes et nos dépenses s'est accru de 80 à 100 milliards d'euros. Même lorsque la croissance reviendra à son niveau normal, une partie de cet écart perdurera si nous n'agissons pas. Tous les pays sont à la même enseigne : l'Allemagne a elle aussi accru son déficit de 4 à 5 points de richesse nationale. Mais elle était à l'équilibre quand la crise a commencé. Cela nous amène au second problème, en fait le principal: nous sommes entrés dans la crise avec un déficit public hérité de 30 ans de croissance constante de la dépense publique.

C'est vers la puissance publique que se tournent les Français pour garantir l'égalité et les protéger contre les aléas de la vie. C'est un vrai choix de société, au bon sens du terme. Mais, depuis la fin des trente glorieuses, se fiant à leur inclinaison pour l'intervention publique, les gouvernements français ont ajouté chaque année de nouveaux dispositifs à financer. La dépense publique a ainsi augmenté de façon considérable, pour être aujourd'hui la plus élevée de la zone euro. Nous avons atteint en 2009 le niveau record de 55% du PIB c'est-à-dire de la richesse nationale.

Les effectifs de fonctionnaires ont augmenté de 36% en 30 ans, alors que la population n'augmentait que de 18%. En 2007, les dépenses de la fonction publique représentaient 13% du PIB, contre 7,5% en Allemagne. Certes, nous offrons parfois davantage de services publics, comme pour les jeunes enfants, mais cela n'explique que la moitié de l'écart. Depuis trente ans, nos dépenses courantes - qu'il s'agisse des dépenses de personnel, de fonctionnement, d'interventions, de transferts aux ménages, de santé, ou de retraites - se sont envolées, alors que

u interventions, de transferts aux ménages, de santé, ou de retraites - se sont envolées, alors que l'investissement reculait de 4 à 3% du PIB. Nous dépensons trop et nous dépensons mal.

Que faire pour sortir du cercle vicieux des déficits ?

Augmenter les impôts serait une fausse solution. Ceux qui la préconisent mentent aux français car plus d'impôts, c'est moins de croissance. Nos prélèvements obligatoires sont déjà parmi les plus élevés d'Europe : 43,6% du PIB en 2007, soit 7 points de plus que l'Allemagne et 9 points de plus qu'en 1970. L'excès d'impôt a nourri le chômage, empêché les entreprises d'investir, accéléré les délocalisations de nos entreprises. Veut-on que toutes les industries quittent le pays ? Moi je me bats pour qu'elles y restent. La puissance industrielle est le socle le plus solide de la prospérité d'un pays. C'est pourquoi j'ai voulu en finir avec une taxe professionnelle qui punissait l'investissement.

Ce qu'il faut faire, c'est d'abord restaurer la croissance, en réformant notre économie, en supprimant les barrières à l'emploi, et en investissant. L'emprunt national augmente notre effort de recherche et permet d'investir dans les nouvelles technologies. Le seul endettement qui vaille, c'est celui qui finance l'investissement et prépare l'avenir. En revanche, rien, absolument rien, ne peut justifier que nous financions les dépenses courantes par de la dette.

La seconde chose à faire, c'est bien sûr de maîtriser et réduire la dépense dont j'ai dit à quel point elle a enflé au cours des trente dernières années.

Bien sûr, cette réduction des déficits est aussi requise par nos engagements européens et nous soumettrons dans les tous prochains jours à Bruxelles notre Programme de stabilité. Mais l'enjeu dépasse largement nos relations avec Bruxelles.

Financer nos dépenses courantes par l'emprunt n'est pas raisonnable, handicape notre avenir au lieu de le préparer et menace notre contrat social. Les intérêts de la dette sont devenus le second poste de dépenses de l'Etat & ils seront le premier d'ici quelques années, devant l'éducation nationale.

Comme les autres pays développés, nous devons donc préparer la stratégie de redressement des finances publiques qu'il faudra mettre en oeuvre dès la sortie de crise. Cette tâche incombe à tous ceux qui contribuent à la dépense publique dans notre pays. C'est leur responsabilité à tous vis-à-vis des Français. C'est pourquoi j'ai souhaité vous réunir, car vous représentez tous les acteurs de la dépense publique en France : l'Etat, la sécurité sociale, les collectivités locales. Les enjeux sont considérables. Notre premier devoir est de faire un diagnostic partagé pour élaborer ensemble la stratégie de redressement.

Je vais d'abord passer la parole à François FILLON, Eric WOERTH et Christine LAGARDE pour qu'ils vous présentent les grandes lignes de la situation actuelle. Nous aurons ensuite deux heures pour échanger aussi librement que possible sur la situation de nos finances publiques.

Nous essaierons enfin de trouver ensemble une méthode de travail pour les prochains mois.